

L'UA et l'UNESCO tirent la sonnette d'alarme sur l'éducation en Afrique

PANA, 19 février 2023 Tripoli, Libye - "Un enfant sur cinq en âge d'aller à l'école primaire, et bien plus de la moitié des adolescents en âge d'aller à l'école secondaire supérieure, ne vont pas à l'école en Afrique", ont annoncé l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et l'Union africaine (UA), exhortant les gouvernements africains à placer l'équité au cœur de la politique éducative, afin de garantir que tous les enfants et les jeunes du continent aient accès à une éducation de qualité.

Un nouveau rapport intitulé "L'éducation en Afrique - Placer l'équité au cœur des politiques", lancé, samedi à Addis-Abeba lors du 36^{ème} Sommet des chefs d'État de l'Union africaine, à l'issue d'une discussion de haut niveau co-organisée par l'UA et l'UNESCO, révèle que bien que de nombreux pays d'Afrique subsaharienne prennent des mesures importantes pour fournir une éducation de qualité pour tous, la région compte la plus grande population non scolarisée au monde. En effet, le document publié sur le site de l'UA a précisé que dans environ la moitié des pays africains, le taux de non-scolarisation parmi les enfants en âge d'aller à l'école primaire se situe à un peu moins de 10% et à plus de 50% pour les élèves du deuxième cycle du secondaire., assurant que ce taux est en augmentation dans plusieurs pays. L'étude menée par l'Institut international de planification de l'éducation de l'UNESCO pour examiner les progrès réalisés par les pays africains pour atteindre les objectifs annoncés dans la Stratégie continentale d'éducation pour l'Afrique 2016-2025 et les ODD, a souligné que les normes de disparités dans les systèmes éducatifs africains nécessitent une action urgente. "Nous devons offrir à tous les enfants et jeunes africains un environnement sûr, stimulant et sain dans lequel ils peuvent réaliser leur plein potentiel. La transformation de l'éducation doit être au cœur des efforts des pays pour construire un développement et une croissance économique significatifs et durables", a déclaré la directrice générale de l'UNESCO, Audrey Azoulay, citée par le rapport. Le rapport, qui examine l'éducation en Afrique de la petite enfance au niveau secondaire supérieur, assure que les enfants africains sont perdants à cause de multiples facteurs, mentionnant "les facteurs interconnectés qui empêchent les enfants d'accéder à une éducation de qualité, parmi lesquels la situation géographique, la pauvreté, le sexe, le handicap, les crises, les conflits et les déplacements". Il montre aussi que, dans la plupart des pays, il existe de grands fossés d'opportunités entre les enfants des ménages les plus riches et les plus pauvres, entre les enfants des zones urbaines et rurales, et entre les garçons et les filles. Ainsi, environ 80% des enfants d'Afrique subsaharienne ne reçoivent toujours pas d'enseignement dans une langue qu'ils parlent à la maison, a signalé le document, ajoutant qu'il s'agit d'une approche qui entrave considérablement les résultats d'apprentissage. Le concept d'équité doit devenir la ligne directrice des politiques éducatives africaines, a indiqué le rapport citant le Commissaire à l'éducation, à la science, à la technologie et à l'innovation de la Commission de l'Union africaine, le professeur Mohamed Belhocine, qui a déclaré : "Nous devons veiller à ce que chaque enfant dans les centres urbains ruraux et défavorisés, et dans d'autres pays et contextes fragiles, puisse recevoir l'éducation et la formation dont il a besoin". Le rapport a signalé que les systèmes éducatifs africains fragiles ont été aggravés par la COVID-19, assurant que la pandémie les a considérablement touchés et les effets sur le niveau d'instruction, les résultats d'apprentissage et les disparités dans l'éducation se font encore sentir. Même avant la pandémie, seule une poignée de pays d'Afrique étaient sur la bonne voie pour atteindre l'objectif de développement durable des Nations Unies en matière d'éducation, a rappelé le document. Le rapport appelle les gouvernements à renforcer la résilience des systèmes éducatifs aux crises futures, en développant des formes d'enseignement flexibles, en intensifiant l'utilisation de la technologie numérique et en améliorant la collecte de données pour mieux éclairer la planification des politiques. Il propose une série de recommandations pour surmonter les obstacles à l'inclusion, "comme rendre l'enseignement secondaire obligatoire, construire plus d'écoles, développer des programmes adaptés, améliorer la qualité des enseignants et fournir une aide financière et scolaire aux enfants".